## VERS DE NOUVEAUX MASSACRES AU CONGO

# «Si la guerre vient, nous allons mourir»

***Des dizaines de combattants des Forces démocratiques de libération du Rwanda (FDLR) vivent en plein cœur de Miriki, hameau perdu dans les montagnes du Nord-Kivu, dans l'est de la République démocratique du Congo, au beau milieu de villageois paniqués à l'idée d'une prochaine attaque des armées rwandaise et congolaise.***

«Si la guerre vient, nous allons mourir», affirme le chef du village, Paluku Murandia, chemise à col deltaplane et casquette pouilleuse sur la tête.

«La population est très inquiète», renchérit le «chef de la police», Mburugu Masemo, dont l'unique policier, tout de jean vêtu, monte la garde devant la paillote où se rassemblent les chefs FDLR et quelques notables.

Ennemis depuis 1996, Kinshasa et Kigali ont lancé le 20 janvier dans l'est congolais une opération militaire conjointe sans précédent contre les FDLR, réfugiées dans cette partie du pays depuis le génocide de 1994 au Rwanda.

Au moins 5 000 soldats rwandais ont pénétré au Nord-Kivu et progressent depuis lors vers les sanctuaires des rebelles hutus, qui vivent très souvent dans des zones reculées, mais cohabitent avec les paysans.

Les hostilités à venir alimentent la crainte d'importantes pertes civiles et d'un nouvel exode, dans une région à l'histoire pleine de massacres, où les déplacés de guerre se comptent aujourd'hui par centaines de milliers.

«Les (soldats) rwandais vont nous tuer.» Miriki, peuplé de Nande, garde en mémoire la violente offensive rwandaise contre les camps de réfugiés hutus en 1996. Cette inquiétude est encore plus vive dans les zones hutues rwandophones.

Beaucoup de villageois craignent également d'être pris entre deux feux, ou de faire les frais du cynisme des FDLR.

Officiellement, les rebelles hutus entretiennent de «très bonnes relations avec la population» de Miriki, selon l'un de leurs chefs sur place, le major Kafa Bimanos. «Pour survivre, nous essayons de cultiver, faire de l'élevage, de l'agriculture...»

Photo: DR.

«Ils font surtout le commerce du chanvre, intimident la population et lui imposent une multitude de taxes», répond un instituteur.

«A leur arrivée, ils ont beaucoup dérangé, violé des femmes, tué des innocents. La nuit surtout, ils se transforment en ennemis. Pour eux, la violence est automatique», ajoute cette source.

«La population souffre, elle est traitée comme du bétail, il faut accepter l'humiliation.»

«Les gens sont fatigués des FDLR, mais ils n'ont pas le choix, ils doivent s'adapter», résume un religieux.

En fait, «la population est comme prise en otage et risque de servir de bouclier aux FDLR», qui pourraient être tentées de jouer la carte des pertes civiles, afin de discréditer leurs ennemis aux yeux de la communauté internationale.

«Ils veulent que les villageois restent autour d'eux et les empêchent de partir», confie un chef coutumier, sans qu'il soit possible, en un bref passage dans le village, de confirmer ces accusations.

«Les FDLR disent clairement à la population : nous sommes innocents, vous êtes innocents, vous allez mourir avec nous», ajoute la même source.

Ces interrogations sur le sort des civils revêtent une importance toute particulière alors que la Mission de l'ONU en RDC (Monuc), dont l'un des principaux mandats est la protection des populations, tente de définir sa position sur l'offensive en cours.

Selon plusieurs sources onusiennes, la Monuc étudierait — sous certaines conditions — une éventuelle participation à l'opération, notamment en soutien logistique aux FARDC (armée congolaise).

«Nous attendons d'être informés des grandes lignes de l'opération. La Monuc pourra ensuite planifier et mieux définir son rôle afin de protéger au mieux les populations», commente simplement le porte-parole militaire, le lieutenant-colonel Jean-Paul Dietrich.

*Publicité*